

Trop d'humains pour la Terre ?

Face à la crise écologique, certaines voix plaident pour une décroissance de la population. Mais de nombreux pays tendent déjà vers la stabilité démographique

A la faveur de la crise environnementale, la question progresse dans le débat public et taraude certaines consciences : le meilleur moyen de protéger la planète n'est-il pas d'être moins nombreux à y vivre ? La Terre accueille aujourd'hui plus d'humains qu'elle en a jamais porté. Quelque 80 millions d'habitants supplémentaires chaque année, soit 220 000 de plus par jour. A ce rythme, la population augmente vite : de 7,7 milliards aujourd'hui, elle devrait dépasser 8 milliards dès 2022, atteindre 10 milliards en 2050.

L'emballement s'est amorcé vers 1800, la croissance a alors épousé la trajectoire fulgurante d'une fusée. Le nombre d'humains a été multiplié par sept en deux siècles, alors qu'il en avait fallu des dizaines pour atteindre le premier milliard. Nous sommes donc désormais sept fois plus à consommer ses ressources, émettre toujours plus de gaz à effet de serre, à occuper l'espace jusqu'alors dévolu à d'autres espèces.

Alors, chez ceux que soucie leur impact sur l'environnement, en particulier parmi les jeunes générations angoissées par le changement climatique, l'idée de s'abstenir d'avoir des enfants fait son chemin. Cette question sensible est peu abordée lors des grandes conférences internationales consacrées au climat, à la biodiversité ou à la désertification.

En 2017 cependant, 15 300 scientifiques alertaient sur l'état de la planète. La question démographique figurait en bonne place dans leur manifeste. Parmi les signataires, beaucoup d'écologistes découragés par l'ampleur des destructions et les montagnes de déchets générées par l'humanité. « *En échouant à limiter adéquatement la croissance de la population, écrivent-ils, à réévaluer le rôle d'une économie fondée sur la croissance (...), à restaurer les écosystèmes, à enrayer la pollution, à stopper la défaunation [perte de biodiversité] et à limiter la propagation des espèces exotiques envahissantes, l'humanité omet de prendre les mesures urgentes indispensables pour préserver notre biosphère en danger.* »

« CHOIX POLITIQUE »

Après les pays anglo-saxons, apparaissent donc en France des associations comme Démographie responsable, qui plaide pour que le nombre d'habitants n'y dépasse pas 70 millions, puis tende à diminuer.

L'ancien ministre et député écologiste Yves Cochet s'est fait le champion des pourfendeurs de la natalité triomphante. Il aime à répéter qu'il est temps d'inverser le principe de la politique familiale à la française : les allocations devraient venir en aide lors de la pre-

mière naissance, diminuer à la deuxième et être supprimée à la troisième. « *Il n'y a pas à se glorifier de faire plus d'enfants que les pays voisins, assène-t-il. Mais les gouvernements continuent de vouloir des sociétés jeunes, avec beaucoup de main-d'œuvre qui travaille et consomme. C'est irresponsable !* »

Il assure qu'il faut commencer par limiter les naissances dans les pays développés car leur mode de vie pèse le plus lourdement sur les ressources. « *Un petit Français vaut plusieurs Sénégalais [un peu plus de cinq du point de vue de leur empreinte écologique], affirme-t-il. Les jeunes générations pleurent quand je leur donne mon point de vue, mais c'est ainsi : avoir un enfant n'est plus une affaire privée, c'est un choix politique.* »

Yves Cochet a raison au moins sur un point : souvent, la surpopulation préoccupe moins les dirigeants que le vieillissement de leurs concitoyens. A l'exception notable de l'Afrique, les autres continents voient en effet le rythme de leur croissance démographique nettement ralentir. C'est ainsi que Pékin, après avoir contrôlé de façon coercitive les naissances pendant quarante ans, cherche à relancer le désir d'enfanter.

Dans les pays du Sud, qui ont vu leur fécondité se réduire rapidement, le vieillissement qui commence va être bien plus rapide qu'au Nord, analyse Gilles Pison, professeur au Muséum national d'histoire naturelle et chercheur à l'Institut national d'études démographiques (INED). En Chine, la proportion des 65 ans et plus devrait doubler en environ vingt-cinq ans (passant de 7 % à 14 %). Le même phénomène devrait toucher l'Iran en vingt ans ; le Vietnam en dix-sept ans ; alors qu'en France il en a fallu cent, entre 1865 et 1979, pour multiplier par deux les représentants de cette tranche d'âge. Quant au Japon, il devrait compter plus de 35 % de seniors de plus de 65 ans en 2060.

LA « BOMBE P » N'A PAS EXPLOSE

« *Pratiquement tous les pays industrialisés ainsi que nombre de pays émergents se situent en dessous du seuil de remplacement des générations* », constate le démographe dans son *Atlas de la population mondiale* (éditions Autrement, 96 pages, 19,90 euros). Avoir moins de 2,1 enfants en moyenne par femme âgée de 15 à 50 ans « *n'est plus l'apanage du monde développé* », note M. Pison. La tendance s'observe aussi au Brésil, dans une partie de l'Inde, en Asie du Sud-Est. Les taux de fécondité sont de 1,2 enfant par femme à Taïwan, 1,3 en Corée du Sud ; 1,5 en Thaïlande ; 1,57 dans l'UE ; autour de 2 en Amérique latine.

La « bombe P » – comme « population » –

que certains prédisaient dans les années 1960 n'a donc pas explosé. Les experts s'inquiétaient alors beaucoup de la fertilité en Asie et en Amérique latine. La croissance démographique a en fait connu un pic de 2 % à la fin des années 1960, pour redescendre depuis à 1,2 %. Le modèle d'une famille de taille réduite s'est répandu à une vitesse qui a surpris les observateurs. En moyenne dans le monde de 2015, les femmes font naître 2,5 enfants chacune – c'était le double en 1950. Cela signifie que le nombre de Terriens augmente moins vite. Mais il augmente tout de même.

« *Même si le taux de fécondité passait partout à 1,6 enfant, le phénomène d'inertie démographique continuerait à faire croître la population pendant plusieurs décennies*

compte tenu de l'importance de la catégorie de gens en âge de procréer, explique Gilles Pison. *A moins d'expédier une partie d'entre nous sur Mars, nous ne pouvons pas diminuer du jour au lendemain. Donc nous devons nous préparer de façon à vivre mieux à dix milliards qu'à huit.* »

Quand il est invité à prendre la parole lors de rassemblements pour le climat, M. Pison refuse de nourrir l'angoisse des jeunes. « *Ne pas avoir de descendant pour sauver la planète ? Je m'inscris en faux contre cette idée*, insiste-t-il. *Bien sûr que le nombre d'humains a son importance, mais la façon dont nous vivons compte tellement plus. Pour défendre l'environnement, le plus efficace est de bien éduquer ses enfants.* »

Combien la planète pourrait-elle nourrir de personnes si chacune d'elles s'alimentait comme un Américain ou un Japonais moyen ? Pour tenir compte de ces variables, les experts répondent par une équation : le nombre de personnes multiplié par leur niveau de consommation, pondéré par les technologies plus ou moins renouvelables qui ont permis de produire leurs biens, voilà ce qui définit l'impact environnemental.

PLUS DE 7 ENFANTS PAR FEMME AU NIGER

En d'autres termes, le partage des ressources compte autant sinon plus que le nombre d'humains à la surface du globe. Les Nations unies rappellent d'ailleurs que la sous-alimentation repart à la hausse dans le monde pour la troisième année d'affilée. En 2017, 821 millions de personnes en souffraient.

Les démographes soulignent en outre que de nombreux pays tendent vers une forme de stabilisation démographique : une baisse de la mortalité, suivie par celle des naissances. Comme en Europe au XIX^e siècle, où les progrès de la médecine et de l'hygiène ont permis une augmentation de l'es-

pérance de vie, et une diminution de la mortalité infantile qui a convaincu les parents de se reproduire moins.

« *Trop nombreux ou pas, nous allons vers une stabilisation à un horizon de trente à quarante ans*, estime Jacques Véron, directeur de recherches à l'INED. *Les écologistes pensent que les démographes minimisent la situation. C'est faux, la tendance est là. Presque partout.* »

L'Afrique est le contre-exemple. Sa transi-

tion démographique n'est qu'amorcée. La mortalité, qui y est la plus élevée du monde, diminue. La fécondité aussi : elle est de 4,5 enfants par femme en moyenne en 2017 (supérieure à 7 au Niger), contre 5,5 vingt ans plus tôt, 6,5 il y a quarante ans. Le continent, qui compte 1,13 milliard de personnes, pourrait voir sa population quadrupler d'ici à 2100.

Un humain sur six vit aujourd'hui en Afrique, ce sera probablement plus d'un sur trois

dans un siècle. La question des migrations, encouragées par les dégradations de l'environnement, est posée. Chez les démographes comme dans le reste de la société, elle suscite débats et incertitudes. Une question reste posée : les humains seront-ils plus enclins à préserver la planète qui les abrite s'ils n'aspirent pas à la transmettre à leurs enfants ? ■

MARTINE VALO

Quand elles ont le choix, les familles tendent vers deux enfants

À CINQ SUR UNE PETITE MOTO, trois sur le canapé, seule avec un bébé : les photos de famille n'ont pas le même format partout dans le monde. Elles ont pourtant un point commun : dans quasiment tous les pays, les taux de fécondité sont plus faibles aujourd'hui qu'il y a cinquante ans. La tendance des humains n'est pas de se multiplier inconsidérément.

Un rapport du Fond des Nations Unies pour la population (UNFPA) pour 2018 plaide donc pour que chacun puisse décider librement de la survenue et de l'espacement de ses descendants. Cette volonté individuelle se révèle plus efficace que n'importe quelle politique gouvernementale pour aller vers une transition démographique, c'est-à-dire atteindre environ deux enfants par femme.

Mais pour cela, les familles doivent bénéficier de toutes les nombreuses conditions leur permettant de se prononcer. Dans leur analyse intitulée « *Le pouvoir du choix* », les rapporteurs constatent qu'« *aucun pays ne peut prétendre avoir fait des droits reproductifs une réalité pour tout un chacun* ». Des progrès restent à accomplir dans les pays où les familles nombreuses restent la norme, comme dans ceux où le seuil de renouvellement des générations n'est plus atteint.

Sur 43 pays où les taux de fécondité s'élèvent à au moins quatre naissances par femme (dont 38 en Afrique), la question de la planification familiale apparaît centrale. L'objectif devrait être de disposer de services de santé reproductive, permettant d'accéder à des modes de contraception régulièrement et à un moindre coût, ce qui nécessite une politique volontariste des gouvernements, voire une aide internationale suffisante. Des dispositifs aussi essentiels « *que la vaccination* » et autres soins primaires.

Pesanteurs sociales

Mais le critère déterminant, insiste l'UNFPA, reste l'éducation des filles et la sensibilisation des garçons. Les premières doivent avoir toute latitude de faire un choix éclairé. La chasse aux mariages précoces reste donc une priorité. En Afrique subsaharienne, 12% des femmes sont mariées avant l'âge de 15 ans. La baisse de la mortalité infantile constitue un préalable aux familles moins nombreuses. Chaque année en Afrique, plus d'un million de nourrissons meurent au cours des quatre premières semaines.

L'urbanisation change la donne. S'éloigner du village permet de s'affranchir de certaines pesanteurs sociales. En Ethiopie par exemple, le taux global de fécondité est proche du seuil de remplacement dans les zones urbaines, mais s'élève à plus cinq naissances par femme dans le reste du pays. Cependant, en ville, d'autres défis sont à surmonter : taille du logement, situation économique, conditions de travail, coût de l'éducation...

Dans les 53 pays où les taux de fécondité sont inférieurs à 2,1, certains déclarent avoir moins d'enfants qu'elles le souhaiteraient. Les conditions matérielles comptent pour une bonne part, mais il existe aussi des obstacles sociaux ou juridiques : stigmatisation des familles monoparentales, discrimination à l'égard des parents non mariés ou de même sexe, légalité de l'avortement, manque d'aide à la procréation assistée...

Cependant, les rapporteurs insistent sur un problème universel : l'attitude des hommes. A force de faire reposer sur leurs épouses toutes les tâches domestiques, les soins aux enfants, voire aux grands-parents âgés, ils les découragent. Au Japon, où trois femmes sur dix sont sans enfant à l'âge de 40 ans, les hommes mariés consacrent en moyenne 3,4 heures par semaine aux tâches domestiques, huit fois moins que leurs conjointes. ■

M. V.

« Les forts taux de fécondité en Afrique sont un facteur de fragilisation »

Selon l'expert Mabingue Ngom, des germes de changement sont présents sur le continent

ENTRETIEN

Mabingue Ngom est directeur du Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA) pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre depuis quatre ans. Il analyse la situation dans les 23 pays que couvre sa direction.

Quelles tendances démographiques observez-vous sur le continent africain ?

L'Afrique est à la traîne vis-à-vis de la transition démographique. C'est regrettable, car les forts taux de fécondité en Afrique subsaharienne sont un facteur de fragilisation des Etats. Tant que le taux de croissance de l'ouest et du centre restera de 2,7 % par an alors qu'il est de 1,2 % au niveau mondial, elle ne pourra pas dégager une épargne lui permettant d'investir. Les Etats ne pourront pas bénéficier du « dividende démographique » avec moins d'enfants et plus d'adultes au travail.

Dans les années 1950, d'autres pays présentant des niveaux de développement similaires avaient des naissances nombreuses : 6,57 en Afrique subsaharienne, 7,3 au Niger, 7,28 en Algérie, 6,65 en Tunisie, 6 en Corée du Sud. Ils sont très loin les uns des autres aujourd'hui. Plusieurs éléments l'expliquent. Les faibles progrès de la médecine et de l'hygiène, qui ont maintenu très longtemps une mortalité infantile très élevée dans la zone subsaharienne, ce qui a poussé les couples à avoir beaucoup d'enfants ; le manque d'accès à une planification familiale proposant des méthodes modernes de contraception ; et les pesanteurs sociales et culturelles favorables aux mariages précoces.

Comment se dessine l'avenir ?

J'observe un climat prometteur et des germes de changement. Nous travaillons avec des leaders communautaires, religieux, traditionnels comme jamais auparavant – il y a quelques années, on ne pouvait même pas s'asseoir avec eux et prononcer le mot « population ». Je vois des initiatives intéressantes, y compris en matière de planification familiale, menées par les Affaires islamiques au Tchad par exemple. Mais elles sont encore limitées et pas assez valorisées. Il faudrait pouvoir faire davantage pour atteindre un effet de masse critique, car si l'on arrive à convaincre durablement ces chefs traditionnels, toute la communauté suivra. Pour atteindre le fin fond des zones que nous voulons

toucher, ce n'est pas sur Twitter ou à la télé que cela se joue.

Quelle est l'attitude des gouvernements sur ces enjeux ?

Certains ont longtemps mené la politique de l'autruche. Les choses changent, des chefs d'Etat se saisissent du problème, mais l'engagement reste inégal. Entre autres actions, le projet Swedd (« autonomisation des femmes et dividendes démographiques au Sahel ») enregistre des progrès significatifs dans les six pays qui le mettent en œuvre. Le Bénin vient de nous rejoindre. Il s'agit de s'attaquer aux causes profondes de la discrimination économique et sociale à l'égard des femmes et des filles. Le président du Niger et son épouse apportent leur appui au programme Swedd avec des initiatives comme l'école des maris et des futurs maris.

On insiste en général sur l'éducation des filles. S'adresser aux hommes est-il inefficace ?

Rien ne se fera tant que l'homme ne changera pas d'attitude vis-à-vis de son épouse, de sa fille, de sa mère, de sa voisine. L'un des problèmes prioritaires est le mariage précoce, qui empêche les jeunes filles de finir leurs

« DEPUIS 1970, LE LAC TCHAD A PERDU 90 % DE SA SUPERFICIE ALORS QUE LA POPULATION DU BASSIN A ETE MULTIPLIEE PAR TROIS OU QUATRE »

études secondaires et les expose à une longue période de procréation. Certains pays ont pris des lois pour criminaliser ce phénomène, mais ne les font pas respecter. Il faut notamment convaincre les marabouts, dont certains célèbrent ce genre d'union en dehors des mairies.

C'est au Niger, l'un des pays les plus pauvres au monde, que le taux d'enfants mariés est le plus élevé : 76 %, contre 40 % en Ethiopie par exemple, tandis qu'au Cap-Vert tout proche, le problème est insignifiant. Ces mêmes barrières sociales tirent la prévalence contraceptive vers le bas : 18 % des femmes ont accès aux services de planification familiale au Niger, 38 % en Ethiopie, 60 % au Cap-Vert.

Entre la RDC et le Nigeria, 15 millions d'enfants ne vont pas à

l'école. Or lorsqu'ils sont dans la rue, il est facile de les embarquer vers des extrêmes néfastes. Cela crée des situations explosives, propices au terrorisme.

Que pensez-vous de la politique internationale face aux enjeux démographiques en Afrique ?

Malheureusement, la communauté internationale agit avec beaucoup de légèreté dans ce domaine. Elle devrait réfléchir à ces questions démographiques comme à des axes géopolitiques essentiels. Pour l'instant, elle intervient à la façon de James Bond : elle agit ponctuellement, privilégie une réponse militaire. Le temps qu'elle retourne à son avion et tout est à reprendre.

Ces problèmes d'éducation, de santé, existent depuis des dizaines d'années, mais les moyens d'y répondre n'ont pas été à la hauteur. Il faut un plan Marshall pour régler le problème du Sahel ou du lac Tchad. Aller vers quatre enfants par femme en moyenne, cela prend du temps, cela demande un changement de comportements, de valeurs, un travail profond qu'il faut accompagner avec de la patience et de la méthode.

Sommes-nous trop nombreux sur une Terre aux ressources limitées ?

Oui, elles sont limitées. Prenons l'exemple du lac Tchad : il a perdu 90 % à 95 % de sa superficie depuis 1970 avec le changement climatique alors que la population de ce bassin a été multipliée par trois ou quatre dans le même temps. Cette population fragilisée est acculée à la migration ou à la radicalisation. Un maire me disait avoir 300 naissances par jour dans sa commune. Cela représente 6 classes de 50 élèves, soit une école de plus par jour, et derrière il faut un établissement secondaire. Il n'est pas possible de construire aussi vite.

Sans démagogie, on doit se poser la question de ce que coûte un enfant en termes de dépense publique. Comment voulez-vous donner une éducation de qualité à vos concitoyens quand 40 % d'entre eux sont à l'école ? Dans les pays développés, cette part est d'environ 16 % à 18 %. Cela signifie deux fois plus d'efforts pour les Etats les plus démunis ! Pour progresser, il faut plus d'éducation, mais aujourd'hui le Niger, par exemple, n'a pas les moyens d'envoyer toutes ses filles en classe. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
MARTINE VALO

Les jeunes Chinois ne veulent plus procréer

La fin de la politique de l'enfant unique n'endigue pas la chute des naissances

SHANGHAI - *correspondance*

Mauvaise nouvelle pour les dirigeants chinois : alors que la croissance économique du pays était en 2018 à son plus bas niveau depuis 1990, la trajectoire démographique est encore plus inquiétante. L'année dernière, la Chine a enregistré son taux de croissance de la population le plus faible depuis 1961, au lendemain de la plus grande famine du XX^e siècle.

Au total, 15,23 millions de Chinois sont nés en 2018, contre 17,23 millions en 2017, soit une baisse de 12 %, a annoncé le Bureau national des statistiques le 21 janvier. La chute des naissances menace de peser sur le développement économique du pays, qui risque d'être vieux avant d'être riche, selon la formule de la presse d'Etat.

La baisse est d'autant plus impressionnante que la Chine avait mis fin en 2015 à quarante ans de politique de l'enfant unique, qui visait à limiter la démographie galopante, remplacée par une « politique des deux enfants » qui avait permis de dynamiser momentanément les naissances. 2016, première année suivant la généralisation de la limite des deux enfants, avait enregistré un rebond de 8 % de la natalité, avec 17,8 millions de naissances.

Mais la tendance n'a pas tenu, suggérant que beaucoup de couples relativement âgés s'étaient précipités pour avoir un second enfant, provoquant ce boom de courte durée des naissances. Dès 2017, le nombre de nouveau-nés baissait pour atteindre 17,2 millions, avant de chuter en 2018.

Autre chiffre qui surprend, le nombre de deuxièmes enfants : depuis 2017, il dépasse celui des premiers enfants. Il prouve que la fin de la politique de l'enfant unique a bien permis à des millions de couples d'avoir l'enfant de plus qu'ils désiraient. Mais révèle aussi que si beaucoup de Chinois installés qui ont eu un premier enfant n'hésitent pas à en avoir un second, les jeunes couples, au contraire, repoussent à plus tard la première naissance.

« Horloge biologique »

« Les jeunes sont réticents à l'idée de faire des enfants parce que le coût de la vie, et en particulier de l'éducation, est très élevé en Chine », indique Tang Jun, spécialiste du vieillissement de la population à l'institut de sociologie de l'Académie des sciences sociales de Chine. « Les gens plus âgés qui veulent un deuxième enfant sont engagés dans une course contre leur horloge biologique, et ceux qui n'ont pas encore d'enfants ne veulent même plus avoir le pro-

mier, analyse également Ji Yingchun, directrice du Centre de recherche sur le genre, la famille et la santé à l'université de Shanghai. *L'augmentation des naissances, après la relaxe du contrôle des naissances, n'était pas soutenable, et cachait une tendance fondamentale et durable de baisse de la fertilité, pour ne pas dire une crise. Les chiffres de 2018, ce n'est encore que la partie émergée de l'iceberg.* »

La conséquence pour la Chine est un vieillissement accéléré. La population générale devrait atteindre son pic autour de 2027, mais la population active baisse déjà depuis 2010. Un défi pour l'économie, qui a longtemps prospéré grâce au « dividende démographique » : une population jeune et disponible pour faire tourner l'usine du monde. Pour accompagner la dernière phase de sa transition démographique, la Chine va devoir accélérer sa mutation vers un modèle de croissance basé sur la valeur ajoutée, et non plus sur l'avantage d'une main-d'œuvre abondante et bon marché.

Si beaucoup y voient un défi majeur pour les responsables politiques, Tang Jun se souvient que l'on s'inquiétait, il n'y a pas si longtemps, d'une population trop nombreuse : « Je pense que la réduction de la fertilité n'est pas

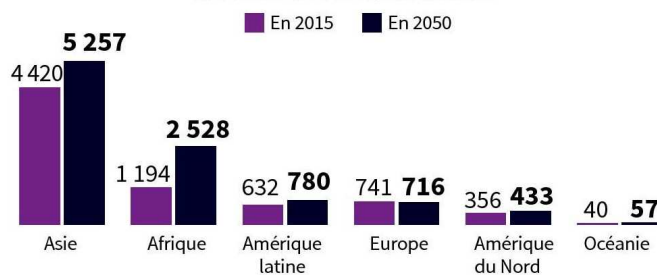
forcément une mauvaise chose. Dans les années 1980, le but du *planning familial*, c'était de contrôler la population autour d'un milliard. Et maintenant qu'on y arrive, on s'inquiète de nouveau. »

Pour lui, la transformation de l'économie est déjà suffisamment engagée pour faire face : « En regard de la situation des pays développés dans les années 1970, on constate que leur transformation économique est allée de pair avec une augmentation significative du chômage, parce que les emplois sur les lignes de production ont disparu. Le recul de la main-d'œuvre n'est donc pas forcément une mauvaise chose pour la Chine, dont le modèle de croissance est en train de changer. L'avenir, c'est l'intelligence artificielle et la robotisation de l'industrie. »

Le professeur reconnaît toutefois que le vieillissement rapide de la population impose des mesures d'urgence pour la prise en charge des personnes âgées. « La population des seniors en Chine est encore relativement jeune : 60 % ont moins de 70 ans. Cela donne une fenêtre de cinq à dix ans à la Chine pour mettre en place les politiques nécessaires à la prise en charge des seniors », estime Tang Jun. Le sujet sera abordé lors de la prochaine session de l'Assemblée nationale du peuple, début mars. ■

SIMON LEPLÂTRE

POPULATION MONDIALE, PAR CONTINENT, EN 2015
ET PROJECTION 2050, EN MILLIONS



SOURCE : ONU 2017